

Les assistants maternels :

vigilance au risque de présence de plomb dans le lieu d'accueil (domicile et MAM)



Le cadre de l'agrément de l'assistant maternel (loi du 27 juin 2005)

- ▶ « l'assistant maternel (...) accueille habituellement et de façon non permanente des mineurs à **son domicile** » (article L.421-1 CASF)
- ▶ « L'agrément est accordé si les conditions d'accueil garantissent **la sécurité, la santé et l'épanouissement** des mineurs (...) » (article L.421-3 CASF)
- ▶ Après évaluation des services de PMI l'agrément est délivré pour **une durée de 5 ans**
- ▶ Le référentiel national fixe les critères de l'agrément et notamment les **conditions matérielles d'accueil et de sécurité** (Décret n° 2012-364 du 15 mars 2012).
- ▶ L'assistant maternel a une **obligation de résultat** en matière de sécurité

Le référentiel d'agrément des assistants maternels

- ▶ Des capacités et compétences pour l'exercice de la profession :
 - capacité à appliquer les règles relatives à l'hygiène
 - capacité à identifier les dangers potentiels du lieu d'accueil et de prévoir les aménagements nécessaires
- ▶ Des conditions matérielles d'accueil et de sécurité
un lieu d'accueil conforme aux règles d'hygiène et de confort élémentaires : ce lieu doit être **propre**, clair, aéré, **sain** et correctement chauffé
- ▶ **La charte nationale pour l'accueil du jeune enfant**
 - ➔ Dix grands principes pour grandir en toute confiance dont le n°8 : J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, **sain** et propice à mon éveil.

Le formulaire CERFA de demande d'agrément

En cas de logement antérieur à 1949, l'absence d'exposition au plomb est vérifiée par le service de PMI lors de l'évaluation au domicile : un habitat dégradé avec la possible présence de peinture au plomb incitera à demander un constat de risque d'exposition au plomb (idem pour l'agrément en MAM)

3 - Conditions matérielles d'accueil

LIEU D'EXERCICE

Domicile ☐

Maison d'assistants maternels ☐

Adresse : _____

CARACTÉRISTIQUES DU LIEU D'EXERCICE

Êtes-vous : propriétaire ☐ OUI ☐ NON ☐

locataire ☐ OUI ☐ NON ☐

ou bénéficiez-vous d'un local mis à disposition ? ☐ OUI ☐ NON ☐

Maison individuelle ☐ OUI ☐ NON ☐ Appartement ☐ OUI ☐ NON ☐

Ascenseur ☐ OUI ☐ NON ☐ étage n° _____

Logement antérieur à 1949 : ☐ OUI ☐ NON ☐

Surface habitable : _____ m²

Nombre et destination des pièces (précisez si vous disposez d'une chambre pour l(es) enfant(s) accueilli(s)) : _____

Dans le cas d'un logement antérieur à 1949, l'absence d'exposition au plomb est vérifiée par le service de la protection maternelle et infantile lors de l'évaluation au domicile : un habitat dégradé avec la possible présence de peinture au plomb incitera à demander un constat de risque d'exposition au plomb.

Rôle des professionnels de PMI

- ▶ Informer tous les candidats à l'agrément, potentiellement concernés par un logement à risque (IPA)
- ▶ Vérifier les conditions d'accueil à l'occasion de visites à domicile ou en MAM, y compris des extérieurs, lors d'une demande de premier agrément, de renouvellement d'agrément, de déménagement et dans le cadre du suivi, accompagnement et contrôle
- ▶ Porter une vigilance sur les logements anciens, construits avant 1975, ou dont la date de construction est inconnue ET dégradés. Minimum de plomb utilisé sur les ferronneries peintes (gardes corps, par ex.) avant 1995 dégradées ou lors de travaux
- ▶ Demander le constat de risque d'exposition au plomb (CREP) si le logement est construit avant 1949 et entrée dans les lieux après 2008

Rôle des professionnels de PMI

- ▶ alerter de la dangerosité du risque d'ingestion ou d'inhalation de plomb par les enfants
- ▶ Informer sur l'obligation de maintenir en bon état le logement et sur la prévention de toute intoxication : entretien des peintures, nettoyage des sols, aération du logement, nettoyage des jouets et de l'environnement immédiat des enfants,
- ▶ utilisation d'eau en bouteille si doute sur tuyaux en plomb
- ▶ Conseiller sur les mesures complémentaires à adopter : lavage des mains, sorties extérieures, alimentation équilibrée

Incidences sur l'agrément

Si risque évalué à la 1ère demande d'agrément :

- 1- observation/informations
- 2- demande de CREP
- 3- pas d'agrément dans l'attente du diagnostic
- 4- analyse du CREP par le chef de service PMI en lien avec la direction PMI

CREP ⊕ avec transmission ARS



Refus d'agrément

CREP ⊕ sans transmission ARS



Instruction de la demande
Evaluation du logement et des capacités du candidat à mettre en place les mesures correctives et préventives



Agrément



Refus d'agrément

Incidences sur l'agrément

Si risque évalué en cours d'agrément :

1- observation/informations

2- demande de CREP

3- analyse du CREP par le chef de service PMI en lien avec la direction PMI

CREP ⊕ avec transmission ARS
et mesure d'urgence

Suspension d'agrément

(4 mois maximum)

**Maintien
d'agrément**

Retrait d'agrément
(avis CCPD)

CREP ⊕ avec transmission ARS sans
mesure d'urgence

ou

CREP ⊕ sans transmission ARS

Evaluation du logement et des
capacités de l'assistant maternel à
mettre en place les mesures
correctives et préventives

**Maintien
d'agrément**

**Retrait
d'agrément**

(avis CCPD)

Cas particulier de l'absence de CREP

- ▶ Observation et analyse
- ▶ Si risque évalué → possibilité de solliciter pour avis sur l'évaluation des risques (Diagnostic de risque d'intoxication par le plomb peintures DRIPP):
 - ▶ le Service Communal de l'Hygiène et de la Santé (SCHS) sur Lyon, Villeurbanne, Vénissieux, Villefranche s/Saône
 - ▶ ou l'ARS
- ▶ Incidences sur l'agrément selon les résultats de l'évaluation

A retenir

- ▶ La législation fixe les conditions matérielles d'accueil et de sécurité au domicile d'un assistant maternel et dans les MAM
- ▶ L'assistant maternel doit identifier les dangers potentiels du lieu d'accueil, appliquer les règles relatives à l'hygiène et mettre en place les mesures préventives nécessaires à la protection des enfants
- ▶ La vérification des conditions d'accueil et l'accompagnement de l'assistant maternel relèvent de la compétence des professionnels de PMI pendant toute la durée de l'agrément
- ▶ Un CREP ⊕ n'entraîne pas obligatoirement l'arrêt de l'accueil
- ▶ En cas de doute sur l'analyse du CREP ou en cas d'absence de CREP, les chefs de service PMI peuvent solliciter l'ARS ou les SCHS pour avis et mesures à prendre
- ▶ En cas de mesure d'urgence, il est possible de suspendre l'agrément pour une durée maximale de 4 mois